

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de
l'Université Toulouse 1 Capitole.

*LA QUITTANCE N'EMPÊCHE PAS LA DEMANDE D'INDEMNISATION
COMPLÉMENTAIRE*

DIDIER KRAJESKI

Référence de publication : LEDA sept. 2011, n° EDAS-611126-61108, p. 4

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,
contacter portail-publi@ut-capitole.fr

LA QUITTANCE N'EMPÊCHE PAS LA DEMANDE D'INDEMNISATION COMPLÉMENTAIRE

DOMMAGES AUX BIENS — La requérante peut prétendre à une indemnité complémentaire car, même si la quittance mentionne que « moyennant le paiement de cette somme conforme aux dispositions du contrat accepté en toutes connaissances de cause, je déclare n'avoir plus aucune réclamation à formuler tant pour le présent que pour l'avenir, donnant par-là quittance définitive à l'assureur pour l'événement ci-dessus mentionné », la double mention manuscrite « biens mobiliers » limitait, tant dans le titre que dans le texte, les effets de la quittance subrogative à cette catégorie de dommages.

Cour de cassation 2ème chambre civile, juill. 2011, no 10-18596

Cass. 2e civ., 7 juill. 2011, n° 10-18596

La présente décision permet de constater les multiples utilités de la quittance pour l'assureur. Autant d'effets que le bénéficiaire de l'indemnité ne connaît pas forcément. En effet, cette quittance donne la possibilité d'ouvrir le recours subrogatoire de l'assureur contre un tiers, soit sur le fondement du Code des assurances, soit sur le fondement du Code civil.

Comme on peut le constater en l'espèce, elle peut aussi avoir l'intérêt d'éteindre, dans le même temps, le recours du bénéficiaire de l'indemnité contre l'assureur au titre du sinistre. Pour cela, la quittance doit comporter une clause de renonciation à contester le montant de l'indemnité. Si la quittance est complète, elle est un instrument particulièrement efficace. Il faut cependant qu'elle ne soit pas trop précise. En l'espèce, la quittance mentionne, dans le titre et le texte, qu'elle est relative aux dommages aux biens mobiliers. La Cour de cassation en déduit que cette mention limite l'effet de la quittance à la catégorie de dommages mentionnée.

C'est, en l'espèce ce qui sauve le recours de la bénéficiaire de l'indemnité. Sans cette restriction, il faut comprendre que sa demande aurait dû être rejetée.

Que faire dans ce cas-là ?

Si un recours contre un tiers est possible, on sait qu'il peut être effectué par le bénéficiaire de l'indemnité en concours avec l'assureur et par priorité à ce dernier. Si ce recours n'est pas possible, il reste à discuter la validité de la renonciation effectuée dans la quittance. On considère en effet que l'ensemble constitue une transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil (Cass. 1re civ., 26 nov. 2002, n° 99-15325 : RGDA 2003, p. 100, note P. Rémy). Il faut donc utiliser les moyens de remettre en cause la validité d'une transaction...